

France – Des OGM autorisés... bientôt interdits

Par Eric MEUNIER

Publié le 26/05/2020



Le 6 mai 2020, le gouvernement a notifié à la Commission européenne trois projets de textes réglementaires destinés à modifier la législation française sur les OGM et la liste des variétés autorisées à la commercialisation. D'ici début août, le premier de ces textes doit encore être soumis à l'avis du Haut Conseil des biotechnologies et mis en consultation publique. En l'état, le gouvernement français prévoit de déclarer que les techniques de « *mutagénèse aléatoire in vitro* », comme toute mutagénèse dite « *dirigée* », donnent des OGM réglementés. Il a identifié une centaine de variétés contenant un même caractère de tolérance aux herbicides obtenu par une technique donnant des OGM réglementés.

Le 7 février dernier, le Conseil d'État écrivait que « *tant les techniques ou méthodes dites « dirigées » ou « d'édition du génome » que les techniques de mutagénèse aléatoire in vitro soumettant des cellules de plantes à des agents mutagènes chimiques ou physiques* » donnent des OGM qui doivent être soumis à la législation européenne [1]. Il donnait ainsi raison, contre le gouvernement, aux organisations de la société civile qui attendaient cette décision depuis dix ans et avaient fini par engager un recours juridique en 2016. Et il donnait six mois au gouvernement pour rendre la loi française conforme à la loi européenne.

Un contenu conforme

Pour reprendre les mots du Conseil d'État, la première étape pour le gouvernement est de fixer « *par décret pris après avis du Haut Conseil des biotechnologies, la liste limitative des techniques ou méthodes de mutagénèse traditionnellement utilisées pour diverses applications et dont la sécurité est avérée depuis longtemps* » [2].

Dans son projet de décret, rendu public par la Commission européenne [3], le gouvernement prévoit donc de déclarer que la mutagénèse aléatoire donne des OGM exemptés des requis de la loi, à l'exception de la « *mutagénèse aléatoire in vitro consistant à soumettre des cellules végétales cultivées in vitro à des agents mutagènes chimiques ou physiques* ». Les produits issus de mutagénèse aléatoire appliquée sur cellules cultivées *in vitro*, comme ceux de toute mutagénèse dite « *dirigée* », sont donc, pour la France, des OGM réglementés qui devraient être évalués, autorisés, étiquetés et suivis.

Dans son projet de décret, le gouvernement a pris soin de légiférer sur les semis réalisés cette année. Ainsi, les variétés qui « *ont été semées ou implantées avant la date de leur inscription sur une liste fixée par arrêté du ministre chargé de l'agriculture, (...) peuvent être menées à terme* ». Les cultures implantées avec des variétés non étiquetées OGM lors du semis pourront donc être récoltées bien qu'en infraction avec la décision du Conseil d'État. Rien par contre n'est encore précisé au sujet de la commercialisation de leur récolte : sera-t-elle autorisée par dérogation, interdite, étiquetée, non étiquetée ?

Des variétés bel et bien identifiées

Le Conseil d'État a également imposé au gouvernement d'identifier dans le catalogue les variétés obtenues par des techniques de mutagénèse donnant des OGM réglementés, et d'en annuler leur inscription. Concrètement, le gouvernement ne peut radier du catalogue européen, compilation de tous les catalogues nationaux de l'Union européenne, que les variétés que l'État français y a lui-même inscrites et non celles inscrites par d'autres pays. Le gouvernement a donc notifié à la Commission deux arrêtés. Le premier liste 96 variétés (voir le tableau ci-dessous) enregistrées au catalogue européen par d'autres pays que la France et « *issues de mutagénèse aléatoire in vitro consistant à soumettre des cellules végétales cultivées in vitro à des agents mutagènes chimiques ou physiques* ». Pour ces variétés, le gouvernement indique qu'elles « *seront interdites à la commercialisation et à la mise en culture en France, faute d'avoir été évaluées et autorisées au titre de la réglementation relative aux OGM* » [4]. Le second annule l'inscription de sept d'entre elles sur une liste du catalogue français concernant des variétés dont les semences destinées à la mise en marché en-dehors de l'Union européenne peuvent être multipliées sur le territoire français [5].

Dans tous les cas, il s'agit uniquement de variétés de colzas, aucune autre espèce n'ayant été identifiée par le gouvernement français comme issue de mutagénèse dirigée ou de mutagénèse aléatoire *in vitro* telle que définie par le décret. Dans le message accompagnant la notification de

l'arrêté listant toutes ces variétés, le gouvernement précise bien qu'il s'agit de « variétés de colza tolérantes aux herbicides, commercialisées sous le nom de colza Clearfield » pour lesquelles « la méthode d'obtention décrite dans la bibliographie correspond à cette technique ». L'identification des variétés obtenues par mutagénèse aléatoire *in vitro*, *a minima* documentaire, est donc bel et bien possible malgré les affirmations contraires maintes fois répétées des promoteurs d'OGM. À l'occasion de diverses manifestations, la Confédération Paysanne et les organisations de la société civile avaient aussi pointé du doigt ces colzas Clearfield, publications scientifiques à l'appui. Il est difficile à ce stade de savoir si le gouvernement français s'est contenté d'identifier les seules variétés pointées par la société civile... L'avenir répondra à cette question, si des variétés d'autres plantes devaient être à leur tour identifiées.

Le gouvernement veut-il restreindre la portée du décret ?

Certains détails contenus dans le projet de décret pourraient avoir des conséquences. Il en est ainsi de la définition qui précise que la mutagénèse aléatoire *in vitro* consiste « à soumettre des cellules végétales cultivées *in vitro* à des agents mutagènes chimiques ou physiques ». Avec cette définition, le gouvernement propose de fixer dans la loi un extrait des attendus de la décision du Conseil d'État. Ce dernier détaillait que « les techniques de mutagénèse aléatoire *in vitro* soumettant des cellules de plantes à des agents mutagènes chimiques ou physiques [...] sont apparues postérieurement à la date d'adoption de la directive 2001/18/CE ».

Le Conseil d'État ne présentait pas une liste exhaustive des techniques concernées, mais donnait simplement des exemples. Le gouvernement propose finalement une définition de la mutagénèse aléatoire *in vitro* qui pourrait être lue comme impliquant obligatoirement l'utilisation d'agents mutagènes chimiques ou physiques. Or, une des techniques de modification génétique mise en œuvre *in vitro* est la variation somaclonale. Cette technique vise à générer de nouvelles variétés en induisant des mutations par la seule mise en culture *in vitro* de cellules. Le Groupement national interprofessionnel des semences et plants (Gnis) la présentait dans une version précédente de son site internet, comme étant « la modification observée chez certaines cellules, après un long cycle de cultures *in vitro* sans régénération [...] Cette variation peut être due à une modification du génome nucléaire ou du génome des organites cytoplasmiques ». Mais, précisait-il, elle est peu utilisée « par les sélectionneurs car on ne peut prévoir la variabilité créée. De plus, les modifications de caractères obtenues sont peu stables et ne se retrouvent pas toujours dans la plante régénérée, ou dans sa descendance ». Sur son site actuel, il n'est plus question de modification mais d'une « variation des caractères génotypiques parentaux de cellules végétales somatiques en culture *in vitro* ».

La variation somaclonale *in vitro* pourrait-elle être considérée légalement comme n'étant pas une technique de mutagénèse aléatoire *in vitro* si le décret devait être adopté dans sa forme actuelle ? Un élément de la réponse sera de savoir si les éléments chimiques utilisés dans le milieu de culture *in vitro* sont des agents mutagènes ou non.

Le second détail est tout aussi stratégique. Pour l'instant, la loi française liste des « techniques [...] qui ne sont pas considérées comme donnant lieu à une modification génétique » parmi lesquelles se trouvent « la mutagénèse » et d'autres techniques comme la fusion cellulaire, l'autoclavage, l'induction polyploïde [6]...

Avec son projet de décret, le gouvernement cherche à maintenir la confusion entre les techniques qui ne sont pas considérées comme produisant des OGM et celles qui produisent des OGM exemptés. Le projet de décret prévoit en effet de modifier la loi française pour qu'elle établisse non plus la liste des « techniques [...] qui ne sont pas considérées comme donnant lieu à une modification génétique » mais la liste des « techniques [...] qui ne sont pas considérées comme donnant lieu à une modification génétique ou qui ont fait l'objet d'une utilisation traditionnelle sans

inconvénient avéré pour la santé publique ou l'environnement ».

La conséquence immédiate est qu'il ne sera plus possible de savoir si une technique se trouve dans cette liste car elle ne donne pas lieu à une modification génétique ou si elle donne des OGM exemptés des requis de la loi car utilisée depuis longtemps sans risque. Une distinction pourtant faite par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) qui autorise les États à réglementer au niveau national les OGM exemptés du champ d'application de la réglementation OGM européenne et non les plantes issues de techniques qui ne sont pas considérées comme donnant lieu à une modification génétique [7].

Un avis du HCB et une consultation publique à venir

En donnant six mois pour que le décret soit adopté, le Conseil d'État a imposé que ce texte paraisse avant le 7 août 2020. En notifiant à la Commission européenne le 6 mai 2020 son projet de décret, le gouvernement français a déclenché une procédure dite de *statu quo* au cours de laquelle des commentaires peuvent être faits sur le site de la Commission européenne jusqu'au 7 août 2020, précisément à la fin du délai fixé par le Conseil d'État. Dans l'intervalle, le gouvernement français doit également organiser une consultation publique en France comme l'indique le projet de décret lui-même. Une consultation publique nationale qui, selon nos informations, n'a pas encore été lancée. Enfin, le gouvernement doit obtenir, pour le décret, l'avis du Haut Conseil des biotechnologies comme le lui impose la loi française.

Quelles seront les réponses de la Commission européenne et des États membres aux projets de décret et d'arrêtés présentés par la France ? La question n'est pas anodine. Le Conseil d'État n'a d'autorité qu'en France et ses décisions ne s'imposent pas aux autres pays européens. Si certains pays de l'Union n'appliquent pas la même décision, les textes français pourraient créer un obstacle commercial au sein du marché unique en interdisant de commercialiser en France des variétés autorisées dans d'autres États membres. Si une telle objection est faite dans le cadre de la procédure de notification européenne, dont l'objectif est justement de « *prévenir la création d'obstacles au commerce* », quelle sera la réaction de la Commission ? Et comment le gouvernement français mettra-t-il alors en œuvre la décision du Conseil d'État ? À l'inverse, si aucune objection n'est faite, il pourrait alors être compris que les autres États membres ne voient pas de distorsion de concurrence. Peut-être auront-ils eux-mêmes commencé à radier de leur catalogue les variétés obtenues par mutagénèse aléatoire *in vitro*... ou pas ?

Enfin, *quid* des contrôles aux frontières si on ne peut pas commercialiser les mêmes variétés dans plusieurs États membres si les variétés interdites de commercialisation en France restent au catalogue européen ? Et *quid* de la commercialisation des produits qui en sont issus ? Le sujet ne peut décidément plus échapper au débat européen.

Variétés de colza qui seront radiées du catalogue

| Variétés | Année inscription | Obtenteur |
|----------------|-------------------|-----------|
| DK Imagine CL | 2013 | Monsanto |
| DK Imminent CL | 2013 | Dekalb |
| PT216CL | 2013 | Pioneer |
| ES Angel | 2015 | Euralis |
| ES Curiel | 2017 | Euralis |
| ES Gabriel | 2017 | Euralis |
| Himona CL | 2019 | KWS |

Variétés dont la commercialisation sera interdite en France

| | | | |
|-------------|-------------------|----------------|--------------|
| 71 30 CL | DK Imagine CL | Himmedia CL | Phoenix CL |
| 7130 CL | DK Imagis CL | Himona CL | Plurax CL |
| Aquarel CL | DK Imaret CL | IMARET CL | PR45H73 |
| Belizze CL | DK Imax CL | INV100 CL | PR46H75 |
| Caramino CL | DK Imido CL | INV110 CL | PT200CL |
| Carlton CL | DK Imigold CL | INV1166 CL | PT228CL |
| Cebra CL | DK Imir CL | INV1177 CL | PT229CL |
| Cello CL | DK Imiron CL | INV120 CL | PT240CL |
| Chart CL | DK Imistar CL | INV1266 CL | PT241CL |
| Chevy CL | DK Immersion CL | INV130 CL | PT278CL |
| Chip CL | DK Imminent CL | INV140 CL | PT279CL |
| Ciclus CL | DK Imperial CL | INV145 CL | PX 118 CL |
| Clavier CL | DK Impheli CL | INV150 CL | PX100CL |
| Click CL | DK Implement CL | KWS Calindo CL | PX111 CL |
| Conrad CL | DK Importer CL | KWS Caroll CL | PX125CL |
| Contra CL | DK Impressario CL | KWS Cyrill CL | SRR 36112 CL |
| Cubus CL | DK Impression CL | KWS Ingmar CL | Salsa CL |
| Cultus CL | Duplex CL | Memo CL | Saoker CL |
| Darja CL | Edimax CL | Mirco CL | Solar CL |
| Decibel CL | Elmer CL | Mobil CL | Syntax CL |
| DK 7150 CL | ES Angel | Nizza CL | Trust CL |
| DK 7160 CL | ES Curiel | NXH2020CL | Veritas CL |
| DK 7170 CL | Etendar CL | NXH213CLS | Vestal CL |
| DK 7175 CL | Himalaya CL | NXH215CLS | Whider CL |

[1] Zoé JACQUINOT, « OGM : le Conseil d'État suit les organisations contre le gouvernement », *Inf'OGM*, 10 février 2020

[2] <https://www.conseil-etat.fr/ressources/decisions-contentieuses/dernieres-decisions-importantes/conseil-d-etat-7-fevrier-2020-organismes-obtenus-par-mutagenese>

[3] <https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tris/fr/index.cfm/search/?trisaction=search.detail&year=2020&num=280&mLang=FR>

[4] Arrêté fixant la liste des variétés mentionnée à l'article 2 du décret xx, (notification 2020/0281/F).

[5] Arrêté modifiant le Catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivées en France (semences de colza et autres crucifères), (notification 2020/0282/F).

[6] Code de l'environnement, article D. 531-2, 2ème paragraphe, point a

[7] Pour la législation européenne, la fécondation *in vitro*, la conjugaison, la transduction, la transformation ou l'induction polyploïde sont des techniques ne donnant pas des OGM alors que la mutagénèse et la « *fusion cellulaire de cellules végétales d'organismes pouvant échanger du matériel génétique par des méthodes de sélection traditionnelles* » donnent des OGM exemptés de l'application de la réglementation. À ce jour, pour la loi française, ces techniques ainsi que, pour les micro-organismes, l'infection de cellules vivantes par les virus, viroïdes ou prions ou l'autoclavage « *ne donnent pas lieu à une modification génétique* ».

Adresse de cet article : <https://infogm.org/france-des-ogm-autorises-bientot-interdits/>